

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

S/DCS/W/GAB

24 janvier 2003

(03-0421)

Commerce des services

Original: français

GABON

Projet de version convertie de la Liste d'engagements spécifiques¹

On trouvera ci-joint un projet de version convertie en format Word de la Liste d'engagements spécifiques du Gabon. Ce document ne remplace pas les engagements juridiquement contraignants souscrits par le Gabon dans sa Liste d'engagements spécifiques (GATS/SC/34).

Est joint au projet de liste convertie un projet de version convertie de la Liste d'exemptions de l'article II (NPF) du Gabon (GATS/EL/34).

Les projets de versions converties de la liste et de la Liste d'exemptions de l'obligation NPF ont été établis par le Secrétariat, à la demande des Membres, pour faciliter le processus de négociation, y compris la présentation des offres initiales.

¹ Le présent document a été établi, en français seulement, par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

GABON – LISTE D'ENGAGEMENTS SPECIFIQUES

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>1. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES</p> <p>F. <u>Autres services fournis aux entreprises</u></p> <p>e) Services d'essais et d'analyses techniques (CPC 8676)</p> <p>S'applique aux activités relevant des secteurs suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - recherche, extraction ou transformation de substances naturelles destinées aux industries pharmaceutiques; - recherche fondamentale liée à la pharmacologie. <p>3. SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGENIERIE CONNEXES</p> <p>C. <u>Travaux de pose d'installations et de montage</u> (CPC 514 + 516)</p> <p>S'applique aux services de montage de maisons et bâtiments préfabriqués.</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Agrément préalable des ministères concernés. La procédure est discrétionnaire.</p> <p>4) Non consolidé sauf pour les mesures affectant l'entrée et le séjour temporaire de personnes physiques - employées par une société et transférées dans une société constituée au Gabon appartenant, contrôlée ou filiale de la première - des catégories suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - directeurs - cadres supérieurs - spécialistes ayant des connaissances essentielles à la fourniture du service <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Agrément préalable des ministères concernés. La procédure est discrétionnaire.</p>	<p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Aucune</p> <p>4) Non consolidé sauf pour les mesures affectant les catégories de personnes physiques indiquées dans la colonne de l'accès aux marchés</p> <p>1) Non consolidé</p> <p>2) Non consolidé</p> <p>3) Aucune</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>7. SERVICES FINANCIERS</p> <p>A. <u>Tous les services d'assurance et relatifs à l'assurance-vie</u> (CPC 8121-8129-81299-8140)</p>	<p>4) Non consolidé sauf pour les mesures affectant l'entrée et le séjour temporaire de personnes physiques - employées par une société et transférées dans une société constituée au Gabon appartenant, contrôlée ou filiale de la première - des catégories suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - directeurs - cadres supérieurs - spécialistes ayant des connaissances essentielles à la fourniture du service <p>1) Aucune</p> <p>2) Aucune</p> <p>3) Agrément préalable des ministères concernés. La procédure est discrétionnaire.</p> <p>4) Non consolidé sauf pour les mesures affectant l'entrée et le séjour temporaire de personnes physiques - employées par une société et transférées dans une société constituée au Gabon appartenant, contrôlée ou filiale de la première - des catégories suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - directeurs - cadres supérieurs - spécialistes ayant des connaissances essentielles à la fourniture du service 	<p>4) Non consolidé sauf pour les mesures affectant les catégories de personnes physiques indiquées dans la colonne de l'accès aux marchés</p> <p>1) Aucune</p> <p>2) Aucune</p> <p>3) Aucune</p> <p>4) Non consolidé sauf pour les mesures affectant les catégories de personnes physiques indiquées dans la colonne de l'accès aux marchés</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>B. <u>Services bancaires et autres services financiers</u> S'applique aux positions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - prêts de tout type (CPC 8113); - valeurs mobilières négociables (CPC 812321); - autres instruments et actifs financiers négociables, y compris métal (CPC 81339); - gestion d'actifs (CPC 8119); - services de conseil et autres activités auxiliaires (CPC 8133); - fournitures et transfert d'informations financières et traitement de données financières (CPC 8131). 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Aucune 2) Aucune 3) Agrément préalable des ministères concernés et de celui de la BCEAC et COBAC. La procédure est discrétionnaire. 4) Non consolidé sauf pour les mesures affectant l'entrée et le séjour temporaire de personnes physiques - employées par une société et transférées dans une société constituée au Gabon appartenant, contrôlée ou filiale de la première - des catégories suivantes: <ul style="list-style-type: none"> - directeurs - cadres supérieurs - spécialistes ayant des connaissances essentielles à la fourniture du service 	<ul style="list-style-type: none"> 1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune 4) Non consolidé sauf pour les mesures affectant les catégories de personnes physiques indiquées dans la colonne de l'accès aux marchés 	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
9. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES			
A. <u>Services d'hôtellerie et de restauration</u> (y compris les services de traiteur) (CPC 641-643)	1) Non consolidé* sauf pour les services de traiteur: aucune 2) Aucune 3) Agrément préalable des ministères concernés. La procédure est discrétionnaire. 4) Non consolidé sauf pour les mesures affectant l'entrée et le séjour temporaire de personnes physiques - employées par une société et transférées dans une société constituée au Gabon appartenant, contrôlée ou filiale de la première - des catégories suivantes: - directeurs - cadres supérieurs - spécialistes ayant des connaissances essentielles à la fourniture du service	1) Non consolidé* sauf pour les services de traiteur: aucune 2) Aucune 3) Aucune 4) Non consolidé sauf pour les mesures affectant les catégories de personnes physiques indiquées dans la colonne de l'accès aux marchés	
B. <u>Services d'agences de voyages et d'organismes touristiques**</u> (CPC 7471)	1) Aucune 2) Aucune 3) Agrément préalable des ministères concernés. La procédure est discrétionnaire. 4) Non consolidé sauf pour les mesures affectant l'entrée et le séjour temporaire de personnes physiques - employées par une société et transférées dans une société constituée au Gabon appartenant, contrôlée ou filiale de la première - des catégories suivantes: - directeurs - cadres supérieurs - spécialistes ayant des connaissances essentielles à la fourniture du service	1) Aucune 2) Aucune 3) Aucune 4) Non consolidé sauf pour les mesures affectant les catégories de personnes physiques indiquées dans la colonne de l'accès aux marchés	

* Non consolidé parce que techniquement impraticable

** Réservé aux compagnies se spécialisant dans le tourisme dit "écologique" uniquement.

GABON - LISTE D'EXEMPTIONS DE L'ARTICLE II (NPF)

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Transport Maritime: Échanges commerciaux par cabotage	Lois, Décrets et Décisions futures basées sur des accords bilatéraux ou multilatéraux qui accordent des droits de cabotage aux partenaires commerciaux sur une base réciproque	25 pays	Avenir proche en attendant que l'objectif visé prenne racine	Stimuler le commerce inter-états et promouvoir l'intégration économique régionale
Transport Maritime	Lois, Décrets et décisions basées sur des accords bilatéraux et/ou multilatéraux. Résolutions de la CMEAOC adoptées en vue de la mise en oeuvre des dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies relative à un Code de Conduite qui prévoient la répartition de 80 pour cent des échanges commerciaux de ligne avec la Compagnie Nationale de navigation Maritime de l'Etat situé à l'autre bout d'un trafic particulier. L'exemption s'applique aux mesures existantes et futures jusqu'à développement de services maritimes auxiliaires et de services portuaires.	Non spécifiés	Illimitée	La nécessité de veiller à ce que la Compagnie de navigation maritime transporte au moins 40 pour cent du trafic de ligne. Promouvoir le développement de la flotte nationale afin de soutenir le développement économique et social au niveau national. Veiller à la compétitivité de nos produits d'exploitation et réduire les coûts des produits importés dans le cadre du commerce intérieur. Assurer des services maritimes auxiliaires et portuaires efficaces. Promouvoir l'industrie naissante. Mesures à renforcer si les partenaires commerciaux continuent de barrer l'accès aux cargaisons et pratiquent le dumping

Secteur ou sous-secteur	Description de la mesure, y compris les raisons pour lesquelles elle est incompatible avec l'article II	Pays auxquels la mesure s'applique	Durée projetée	Conditions qui rendent l'exemption nécessaire
Transport Maritime: Vrac et cargaisons spécialisées	Lois, Décrets, Ordonnances et Décisions, existantes ou futures, basées sur des accords bilatéraux et/ou multilatéraux qui prévoient la répartition de toutes cargaisons: vracs et spécialisées entre compagnies maritimes d'Etats aux deux bouts d'un trafic particulier	Non spécifiés	Illimitée	Nécessité d'assurer aux compagnies maritimes nationales et/ou sous-régionales 50 pour cent des cargaisons. Dispositions à renforcer si les partenaires commerciaux continuent de barrer l'accès aux cargaisons et pratiquent le dumping
Transport Maritime	Lois, Décrets, Ordonnances et Décisions, existantes ou futures	Non spécifiés	Illimitée	Nécessité de promouvoir l'industrie naissante